

24 février 2019 – 7^e Dimanche de l'Église

1 Samuel 26, 2 ; 7-9 ; 12-13 ; 22-23

Psaume 102

1 Corinthiens 15, 45-49

Luc 6, 27-38

Difficile, cette parole de l'évangile de ce jour ; et dur, ce passage ! Contrairement à Matthieu qui place le discours de Jésus sur la montagne, l'évangéliste Luc le situe dans la plaine. Dans les moments que l'on qualifie de sommets dans nos vies, ou dans les moments que nous éprouvons comme plus plats – la plaine –, la parole de Dieu se laisse entendre avec la même radicalité. Jésus ne parle pas à la cantonade mais bien à nous qui désirons l'écouter (v. 27). Ce qu'il propose est difficile ; pour la plupart, nous ne sommes pas familiers de ce genre de réactions envers nos ennemis. Aimer, bénir, faire du bien, prier, donner, partager, etc. pour toutes celles et tous ceux qui nous font du mal, qui nous haïssent. Ces paroles sont d'autant plus difficiles que notre actualité est caractérisée par la violence dans nos sociétés et une crise sans précédent dans l'histoire de notre Église avec les abus sexuels.

Les samedis et les semaines se suivent, tout en se ressemblant. Les opinions succèdent aux opinions, sans qu'il soit encore possible de discerner les convictions qui pourront émerger. C'est bien cela le propre de l'entrée de chacun en politique : passer de l'opinion à la conviction partagée. Passer de la revendication personnelle à l'action commune.

Les évêques de France dans la déclaration de 1999, *Réhabiliter la politique*, posaient déjà ce constat : « La violence est au cœur de la condition humaine. L'un des buts de la politique est de la maîtriser partout

où elle est présente [...] Afin de sortir de l'animalité de la violence brute, [la politique] cherche à substituer à cette violence le droit et la parole. Elle met en place des institutions et des procédures de médiation qui préservent l'homme lui-même de ses propres dérives, [...] pour assurer la liberté de chaque citoyen. » Il s'agit bel et bien de vivre ensemble, plutôt que de périr ensemble.

Le chrétien doit-il être naïf, au point que si l'on le frappe sur une joue il doive tendre l'autre ? Littéralement il aurait fallu traduire les propos rapportés par Luc de la manière suivante : « À celui qui te frappe sur une joue, présente l'autre face. » Autrement dit, face à la violence opposer la non-violence. Jésus invite ses auditeurs à dépasser la loi du Talion « œil pour œil, dent pour dent... » (ce qui était alors déjà un progrès, dans la mesure où la riposte était proportionnée à l'agression). Mais Jésus, invite à faire un pas de plus...

Si le droit à la parole est central en politique, combien ce droit est essentiel pour les victimes d'abus sexuels dans l'Église ou dans d'autres institutions. Le pape François qui réunit depuis jeudi 114 présidents des conférences épiscopales du monde entier, 14 primats d'Églises orientales, 15 évêques particuliers, 22 responsables de congrégations religieuses, 10 préfets de la curie, 5 membres du conseil des cardinaux, etc. soit 190 personnes au total, a commencé par donner la parole aux victimes, puis d'introduire les travaux sur la

protection des mineurs dans l'Église.

Le pape argentin s'est vite rendu compte que la « tolérance zéro » prônée par son prédécesseur Benoît XVI, si elle est efficace pour punir les abus qui surviennent encore, demeure insuffisante pour les empêcher. Prévenir plutôt que seulement guérir. Il faudra que l'ensemble de l'institution ecclésiale se remette en question, en cherchant les causes qui favorisent de tels comportements déviants et inacceptables. Le renvoi à la seule faute ou responsabilité individuelle n'est pas une réponse suffisante ou satisfaisante. L'institution elle-même, dans ses pratiques ou ses exigences, n'a-t-elle pas rendu cela possible ? « Ne pas reconnaître aujourd'hui que l'Église doit remettre en question ses processus serait une erreur, que le pape François a violemment condamnée dans sa *Lettre au peuple de Dieu* » (M^{gr} Luc Ravel, *La Croix*, 19-2-2019).

Il s'agira alors d'adopter de nouvelles formes de vie en Église, qui manifestent que par le baptême nous sommes tous frères et sœurs, et qu'avec le Christ-frère, nous nous reconnaissons comme enfants du même Père. Ce n'est que si nous nous reconnaissons frères et sœurs, que nous pouvons nous approcher de la table du banquet. Dans l'eucharistie, après avoir écouté ensemble la parole de Dieu, après la prière du Notre Père, nous échangeons le signe de la paix, de la fraternité. C'est alors seulement, que nous partageons le pain et le vin eucharistiques. Puisseons-nous en prendre davantage pleine conscience en ce dimanche et dans le futur.

Marc Feix

faculté de théologie catholique
Université de Strasbourg